



# ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

Grand Paris Express

Question au Gouvernement n° 558

Texte de la question

GRAND PARIS EXPRESS

**M. le président.** La parole est maintenant à M. Luc Carvounas, et à lui seul, pour le groupe Nouvelle Gauche.

**M. Luc Carvounas.** Monsieur le Premier ministre, sauriez-vous me dire qui est l'auteur de cette déclaration : « Nous devons renouer avec le goût du risque et renoncer à la peur de l'échec. Nous ne sommes pas une nation d'assis, faite par des femmes et des hommes qui n'ont pas osé, au contraire » ? Il s'agit d'Emmanuel Macron, la semaine dernière, lors de ses vœux aux forces vives de la nation. *(Applaudissements sur les bancs du groupe NG et sur quelques bancs du groupe REM.)*

Pourtant, à la surprise générale, vous avez annoncé voilà deux semaines, par voie de presse, de manière brutale et inélégante, l'abandon de la candidature de la France à l'Exposition universelle de 2025. En deux feuillets, vous avez décrété la mort d'un projet porté depuis sept ans par les grandes écoles, par les grands groupes, par des milliers de maires, par l'État...

**M. Manuel Valls.** C'est vrai !

**M. Luc Carvounas.** ...et même par un certain Emmanuel Macron à l'époque où il était ministre. *(Exclamations sur plusieurs bancs du groupe LR.)* Tous les connaisseurs du dossier savent que la France avait de grandes chances de l'emporter face à l'Azerbaïdjan, au Japon ou à la Russie. Même le Président de la République affirmait en octobre dernier : « Ce sera une vitrine de l'excellence qui se développe sur le plateau de Saclay. »

Vos arguments sont peu convaincants, monsieur le Premier ministre. Il faut dire que lorsque vous étiez maire du Havre, ce dossier vous intéressait peu. La réalité politique est que, derrière ce recul spectaculaire, vous préparez l'abandon du Grand Paris Express. Monsieur le Premier ministre, dites-le à la représentation nationale, dites-nous que vous allez répondre aux injonctions de la Cour des comptes qui vous demande de redéfinir le périmètre du Grand Paris ! Fini la ligne 18 pour le plateau de Saclay qui devait accueillir le village global ! 2018 sera l'année du bouillon pour les banlieusards franciliens : moins de transports, suppression de départements, moins de services publics de proximité ! *(Exclamations sur de nombreux bancs du groupe REM.)* C'est cela votre vision du grand Paris ? Dites-nous la vérité, monsieur le Premier ministre, sur la mobilité en Île-de-France ! *(Applaudissements sur les bancs du groupe NG et sur quelques bancs du groupe LR.)*

**M. le président.** La parole est à Mme la ministre chargée des transports.

**Mme Élisabeth Borne, ministre chargée des transports.** Monsieur le député, le Grand Paris Express est en effet un projet essentiel pour le développement de la région Capitale, et il va profondément transformer la vie de millions de Franciliens.

**M. Manuel Valls.** En 2040 !

**Mme Élisabeth Borne, ministre.** Mais c'est un projet d'une ampleur considérable : 200 kilomètres de nouvelles lignes de métro, dont 90 % en souterrain, soixante-huit nouvelles stations. C'est l'un des chantiers les plus importants au monde. Ce projet pose de nombreux défis techniques et humains, avec un rythme de travaux souterrains en Île-de-France qui sera quatre fois plus important que ce qui s'est réalisé ces dernières années en France.

**M. Luc Carvounas.** Vous voulez abandonner le projet !

**Mme Élisabeth Borne, ministre.** Les récents incidents sont venus aussi nous rappeler qu'un tel chantier n'est pas sans risque et que nous devons collectivement nous mobiliser pour qu'il ne se traduise pas par des difficultés pour la mobilité quotidienne des Franciliens. Tous les experts nous alertent aussi sur le défi en termes d'ingénierie. Commencer tous les travaux en même temps serait courir le risque qu'aucun n'aboutisse dans les délais.

La vérité oblige aussi à dire que ce projet hors norme a un coût et que d'importants dépassements ont été constatés. Mais le Gouvernement l'a dit, et je le répète ici : le schéma d'ensemble n'est pas remis en cause. Nous devons travailler à un phasage qui prenne en compte les enjeux techniques et financiers. Des consultations ont ainsi été entamées mi-janvier avec les parlementaires et les collectivités concernés. Ces concertations se poursuivent. J'ai reçu ce matin les présidents des départements d'Île-de-France ainsi que la maire de Paris, la région Île-de-France étant représentée par son vice-président en charge des transports. C'est bien l'ensemble des chantiers qui peuvent être lancés et aboutir d'ici à 2024 qui seront engagés, comme je l'ai indiqué à l'ensemble des élus.

**M. Manuel Valls.** Très bien !

**Mme Élisabeth Borne, ministre.** Une chose est sûre : pour faire réussir le Grand Paris Express, il est de notre devoir d'assumer un discours de vérité pour prendre les bonnes décisions. C'est ce que nous faisons.  
(*Exclamations sur les bancs du groupe NG. – Applaudissements sur quelques bancs du groupe REM.*)

## Données clés

**Auteur :** [M. Luc Carvounas](#)

**Circonscription :** Val-de-Marne (9<sup>e</sup> circonscription) - Nouvelle Gauche

**Type de question :** Question au Gouvernement

**Numéro de la question :** 558

**Rubrique :** Transports urbains

**Ministère interrogé :** Transports

**Ministère attributaire :** Transports

## Date(s) clé(s)

**Question publiée au JO le :** [7 février 2018](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [7 février 2018](#)